

Une autre raison est la malnutrition, qui constitue un problème plus grave et qu'il s'est efforcé d'atténuer depuis deux ans en tant que président du Conseil mondial de l'alimentation.

Il a fait beaucoup dans ce domaine. Je connais M. Whelan et je sais qu'il soulève constamment le problème de la malnutrition en Afrique. Il en a parlé au cabinet. Il s'est efforcé d'aider les réfugiés.

Je reconnais que la phrase sur le quotient intellectuel et les chapeaux n'est pas très heureuse quand on la voit écrite noir sur blanc, mais je suppose que M. Whelan voulait plaisanter. Le député de Saskatoon-Ouest semble éccœuré par ma réponse. Je lui rappelle que son voisin, le député de Saint Jean-Ouest, a dit un jour que notre ancien ministre des Finances, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, allait au Gabon pour rencontrer des gens qui se balançaient d'une branche à une autre. Vous en souvenez-vous? Pour ma part, je me le rappelle très bien. Je ne pense pas que c'était une observation très judicieuse non plus, mais nous n'avons pas insisté là-dessus. Je pourrais donner d'autres exemples.

Je connais M. Whelan et je sais que la situation économique précaire de l'Afrique le préoccupe beaucoup. Je n'ai certainement pas l'intention de faire tout un plat de cet incident.

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Monsieur le Président, je pense que beaucoup de choses que le premier ministre a dites dans sa réponse n'ont aucun rapport avec la question. Son ministre, un ministre de la Couronne, a lancé une insulte raciale que la plupart des gens jugeraient absolument inacceptable. Si le premier ministre ne réclame pas la démission du ministre et le garde au cabinet, il fera peser de sérieux doutes sur l'importance qu'il accorde aux libertés civiles, à sa Charte des droits et aux droits des minorités. Je lui demande de nouveau s'il a l'intention de demander au ministre de démissionner. Dans le cas contraire, son départ à la retraite va être marqué par cet incident fort regrettable qui contraste étrangement avec des idées qu'il a défendues en tant que premier ministre du Canada.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, je n'ai sûrement pas l'intention de demander au ministre de démissionner, mais je pourrais par contre demander au député s'il ne lui arrive pas de rester trop longtemps au soleil sans chapeau.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Monsieur le Président, les députés d'en face peuvent bien rire s'ils le veulent, mais c'est une question extrêmement sérieuse. Un ministre de la Couronne de notre pays a insulté tout un continent avec lequel nous entretenons de bons rapports. Je le répète, si le premier ministre prend cette question à la légère, son attitude cavalière fera peser de sérieux doutes sur l'importance qu'il a toujours accordée aux droits des minorités dans notre pays.

[Français]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, il y a une phrase qui exprime une pensée que, bien souvent, j'aime prendre comme ligne de conduite: «Il ne faut pas prendre au tragique ce qu'il suffit de prendre au sérieux».

Questions orales

Je suis toujours étonné de voir l'Opposition prendre au tragique des choses qui ont été prononcées à la légère de ce côté-ci de la Chambre.

[Traduction]

Pourquoi ne se sont-ils pas indignés quand leur chef, M. Mulroney, s'est permis de dire que notre ministre des Finances se rendait à une réunion de l'OCDE, à Paris, pour aller aux Folies Bergères. Était-ce une insulte raciale ou simplement une idiotie? Les députés de l'opposition tiennent souvent des propos de ce genre sans que je ne les prenne au tragique.

ON DEMANDE DE FAIRE DES EXCUSES

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Monsieur le Président, je ne vois aucun rapport entre les exemples donnés. Le ministre de l'Agriculture, qui représente le Canada et est également président du Conseil mondial de l'alimentation, a fait une insinuation raciste tout à fait inacceptable. Le premier ministre doit savoir que M. Earl Butz avait tenu des propos racistes semblables aux États-Unis et avait démissionné. Le président lui a demandé de résigner ses fonctions. Il est inacceptable, à mon avis, que le premier ministre ferme les yeux sur la déclaration du ministre de l'Agriculture, qui est vraiment incroyable. Le premier ministre ne demandera-t-il pas au ministre de réparer ses torts et de présenter des excuses, notamment ces Canadiens de descendance africaine qui ont bien droit à des excuses, de la part du premier ministre du Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, le député est égal à lui-même. Il dit que je ferme les yeux. Ce n'est pas vrai, j'ai dit le contraire. Le député déforme mes propos. Il le fait d'une façon que je trouve inacceptable, afin de marquer un point. Tout le monde connaît le ministre de l'Agriculture. Il prend souvent la parole à la Chambre. Chacun sait que c'est un être humain bon et sensé.

Des voix: Bravo!

* * *

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

L'ABSENCE DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE DES AUDIENCES DU COMITÉ

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Les prévisions budgétaires de son gouvernement sont censées être adoptées avant minuit ce soir, et pourtant son ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a refusé de comparaître devant le comité permanent des ressources nationales et des travaux publics pour expliquer et justifier les dépenses de son ministère totalisant 3.1 milliards de dollars. Le ministre, au mépris des instructions du premier ministre, s'est abstenu d'être présent à la Chambre pour répondre aux questions. Le ministre dépose aujourd'hui un projet de loi concernant l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur le pétrole et le gaz naturel. Or il n'est pas ici aujourd'hui pour répondre aux questions touchant des ententes secondaires secrètes. Pourquoi le premier ministre permet-il à ses ministres de laisser leurs aspirations à la direction l'emporter sur leurs devoirs parlementaires? S'il avait le moindre sens de ses responsabilités il devrait sûrement accepter de comparaître devant un comité pour justifier les fonds publics qu'il dépense en sa qualité de ministre.